



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

Hors commission - Résorption du bidonville de Celleneuve - Protocole d'accord pour l'implantation d'un Village de transition secteur de la Rauze à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le travail partenarial conduit entre associations, services de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Hérault, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'emploie à coordonner la politique de résorption des bidonvilles sur le territoire de la Métropole, dans la continuité de la mise en place de la plateforme départementale d'accompagnement et d'insertion des personnes vivant en squats et bidonvilles créée fin 2015.

L'axe principal de ce partenariat vise à un accompagnement social global fondé sur les dispositifs de droit commun. Il s'agit d'un travail social hors-les-murs basé sur le principe de la libre adhésion, en vue de toucher le maximum de ménages concernés. Cette approche globale intègre les sujets de l'accès aux droits et l'autonomie administrative, donc la maîtrise de la langue, la scolarisation, l'enfance, la médiation santé, l'accompagnement vers le logement. Dans ce dispositif, l'accompagnement socio-professionnel est un pivot, l'insertion économique déterminant l'entrée et le maintien dans le logement.

Le travail social mené auprès des populations habitant dans ces camps a permis d'identifier le site de Celleneuve – Zone d'aménagement concerté de « *Parc 2000 Extension* » comme nécessitant prioritairement la mise en place rapide d'une opération de résorption. Le camp se situe sur des propriétés de l'aménageur de la Métropole au sein de la ZAC dont les lots alentours ont d'ores et déjà été commercialisés et très majoritairement construits. Le site est l'un des plus importants à l'échelle de l'agglomération montpellieraine mais également à l'échelle territoriale du département. Environ 250 personnes vivent sur site.

Montpellier Méditerranée Montpellier et la Ville de Montpellier se sont impliquées au côté de l'Etat afin de trouver des solutions pérennes, adaptées et dignes pour chacun des ménages, l'objectif affiché par les représentants de l'Etat étant en outre une libération des lieux à l'horizon de la fin du premier trimestre 2022. L'étude sociale menée par l'association référente du secteur a révélé que tous les habitants du site ne pourront être relogés en logement indépendant, faute de capacité financière mais aussi d'autonomie.

Sur la base de ce constat, en accord avec les différents partenaires, publics et associatifs, il est proposé la création d'une structure de transition pour les familles encore éloignées de l'insertion.

Un village de transition composé d'habitats modulaires légers est envisagé afin d'accueillir rapidement environ 180 personnes, dont 108 enfants. Ce village s'inscrit dans une logique de parcours résidentiel normalisant, dont il constitue l'étape préliminaire, permettant de lever les premiers freins de l'accès au logement, avant que ne soient mises en place les conditions d'une insertion à plus long terme. Les familles accueillies bénéficieront d'un accompagnement vers l'autonomie et des conditions favorables d'insertion. Cet accompagnement renforcé sera poursuivi après l'intégration dans un logement indépendant pour stabiliser le parcours des personnes, le maintien dans le logement, gage d'une insertion réussie.

La Ville de Montpellier accompagne le volet social et structurant du projet auprès des associations notamment, au titre de ses compétences en matière de cohésion sociale, d'éducation, de santé et d'hygiène ou de tranquillité publique.

La Métropole, dans ce dispositif, propose d'apporter la mise à disposition de foncier, la viabilisation et l'aménagement du terrain, au titre de plusieurs de ses compétences en matière d'habitat, d'aménagement et de voirie - réseaux divers, et au titre de sa qualité de maître d'ouvrage de la ZAC d'activités Parc 2000 extension, terrain d'assiette du bidonville à résorber.

Le foncier ciblé est une propriété située rue de la Rauze à Montpellier, cadastrée DO 39, d'une superficie de 5 243 m², appartenant à la société BRL, utilisée pour le stockage de matériaux et végétaux, ainsi que les parcelles DN 45, 46, et 47, qui supportent les locaux administratifs et techniques de la filiale BRL - espaces naturels, d'une surface cadastrale de 4 986 m². La société BRL accepte le principe d'une relocalisation de ses activités sur un site cadastré OC 1 situé en limite de la zone d'activités de Garosud, à l'Ouest de Montpellier et appartenant à la Métropole.

A titre provisoire, étant indispensable de procéder rapidement à la résorption du bidonville de Celleneuve, et en parallèle du montage de l'opération de viabilisation de la parcelle OC 1 qui permettra la relocalisation complète de BRL et la construction des nouveaux locaux techniques et administratifs, il est proposé à BRL espaces naturels de mobiliser au bénéfice de la Métropole la parcelle DO 39 en vue de procéder à l'occupation et à l'aménagement de la parcelle DO 39 pour le village d'insertion.

En contrepartie, pour permettre à BRL espaces naturels sa continuité d'activité, il est proposé que la Métropole mette à sa disposition une unité foncière très proche de son site actuel soit environ 4700m² appartenant à la Métropole rue de la première église, propriété cadastrée DN 227, 224, 225 et 34. Ce site permettra le transfert temporaire du stockage de matériaux de BRL pour permettre l'installation du village de transition, à charge pour la Métropole de prendre en charge les frais d'aménagement de la zone de stockage : défrichement du terrain, démolition de petits bâtis, adaptation des accès au gabarit des véhicules de BRL, coûts de déplacement des matériaux à stocker.

Afin de contractualiser les engagements réciproques de la Métropole et de BRL, sur la période d'occupation temporaire comme sur les engagements visant à une solution d'échange foncier définitif, il est proposé un protocole d'accord fixant les conditions administratives, techniques et financières requises. Ce protocole acte le principe d'un échange foncier à venir entre une emprise d'environ 7500 m² sur la parcelle en nature de terrain nu cadastrée OC 1, rue Jean-François-Gossec à Montpellier, et les parcelles DO 39, DN 45, 46, et 47 propriétés de BRL et ses filiales, situées rue de la Rauze à Montpellier, échange foncier dont les conditions précises de réitération seront conduites selon les procédures juridiques adaptées. Il acte également l'occupation de la propriété cadastrée DN 227, 224, 225 et 34 de la Métropole par BRL ou ses filiales substituées, et l'occupation par la Métropole pour les besoins du village de transition de la parcelle DO 39.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'implantation d'un village transitoire d'accueil des populations résidant dans le bidonville de la ZAC Parc 2000 extension sur la parcelle DO 39 située rue de la Rauze à Montpellier ;
- D'approuver les termes du protocole d'accord entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société BRL ou ses filiales substituées ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 4 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, Mme Zohra DIRHOUSI, M. Yvon PELLET, M. René REVOL, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-176281-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan d'aménagement de la parcelle DO n°39
- Plan du lot à détacher sur GAROSUD
- cadastre BRL.pdf
- Plan de relocalisation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.